MARX, ENGELS ET LENINE

SUR LA DICTATURE DU PROLETARIAT

EDITIONS EN LANGUES ETRANGERES PEKIN

MARX, ENGELS ET LENINE SUR LA DICTATURE DU PROLETARIAT

EDITIONS EN LANGUES ETRANGERES
PEKIN 1975

NOTE DE L'EDITEUR

La présente brochure contient des citations de Marx, Engels et Lénine sur la dictature du prolétariat, publiées par le *Renmin Ribao* (Quotidien du Peuple) du 22 février 1975 et la revue *Hongqi* (Drapeau rouge), No 3, 1975, ainsi que des notes de la rédaction du journal et de la revue.

Imprimé en République populaire de Chine

Note de la rédaction du *Renmin Ribao* et du *Hongqi*: Notre grand dirigeant, le président Mao, a récemment donné une importante directive sur une question de théorie.

Le président Mao a déclaré: **Pourquoi Lénine a-t-il dit qu'il faut exercer la dictature sur la bourgeoisie? Cette question doit être bien comprise. Si elle ne l'était pas, on tomberait dans le révisionnisme. Cela doit être porté à la connaissance du pays tout entier.**

A propos du régime socialiste, le président Mao a dit: **En un mot, la Chine est un pays socialiste. Avant la Libération, c'était à peu près comme le capitalisme. Maintenant encore, on pratique le système des salaires à huit échelons, la répartition selon le travail, l'échange par l'intermédiaire de la monnaie, et**

Cd droit B.

tout cela ne diffère guère de l'ancienne société. La différence, c'est que le système de propriété a changé. Et il a indiqué: Notre pays pratique à l'heure actuelle le système marchand, et le système des salaires est inégal, il y a les salaires à huit échelons, etc. Tout cela, on ne peut que le restreindre sous la dictature du prolétariat. C'est pourquoi, si des gens comme Lin Piao accèdent au pouvoir, il leur est très facile d'instaurer le régime capitaliste. Nous devons donc lire davantage les œuvres marxistes-léninistes.

Le président Mao a encore indiqué: Lénine a dit que « la petite production *engendre* le capitalisme et la bourgeoisie constamment, chaque jour, à chaque heure, d'une manière spontanée et dans de vastes proportions ». De même, ils apparaissent chez une partie de la classe ouvrière, une partie des communistes. Le style de vie bourgeois se manifeste au sein du

prolétariat comme parmi le personnel des organismes d'Etat et autres.

La directive du président Mao, en mettant pleinement en lumière la théorie marxiste sur la dictature du prolétariat, souligne l'extrême importance qu'en revêt l'étude aujourd'hui. Les camarades de tout le Parti et le peuple tout entier lui doivent la grande attention qu'elle requiert.

Conformément à la directive du président Mao, nous avons choisi et compilé une partie des thèses de Marx, d'Engels et de Lénine sur la dictature du prolétariat pour qu'elles soient étudiées par tous. Les cadres dirigeants doivent tout d'abord donner l'exemple dans l'étude de ces citations et étudier consciencieusement les principaux ouvrages de Marx, Engels, Lénine, Staline, et ceux du président Mao, qui traitent de la dictature du prolétariat. Ils doivent, dans le même temps, organiser comme il se doit cette étude parmi les membres du Parti, les

cadres et les masses. Il faut comprendre l'importante signification pratique et la grande et lointaine portée historique de cette directive du président Mao, et s'en pénétrer.

Que les centaines de millions de personnes du pays étudient et assimilent la théorie marxiste concernant la dictature du prolétariat est un événement majeur pour combattre et conjurer le révisionnisme, pour consolider et renforcer la dictature du prolétariat. Les comités du Parti aux différents échelons doivent accorder toute l'attention voulue pour mener à bien cette étude, appliquer plus consciemment encore la ligne fondamentale et les diverses mesures politiques du Parti, continuer de mener avec succès le mouvement de critique de Lin Piao et de Confucius et poursuivre jusqu'au bout la révolution sous la dictature du prolétariat.

... en ce qui me concerne, ce n'est pas à moi que revient le mérite d'avoir découvert ni l'existence des classes dans la société moderne, ni leur lutte entre elles. Longtemps avant moi, des historiens bourgeois avaient exposé l'évolution historique de cette lutte des classes et des économistes bourgeois en avaient décrit l'anatomie économique. Ce que j'ai apporté de nouveau, c'est de démontrer 1) que l'**existence des classes** n'est liée qu'à des **phases historiques déterminées du développement de la production;** 2) que la lutte des classes mène nécessairement à la **dictature du prolétariat;** 3) que cette dictature elle-même ne représente que la transition à l'**abolition de toutes les classes** et à une **société sans classes.**

«*K. Marx à J. Weydemeyer*» (5 mars 1852)

Entre la société capitaliste et la société communiste se place la période de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci. A quoi correspond une période de transition politique où l'Etat ne saurait être autre chose que *la dictature révolutionnaire du prolétariat.*

K. Marx: «*Critique du programme de Gotha*» (Avril-début mai 1875)

Ce socialisme est la *déclaration permanente de la révolution, la dictature de classe* du prolétariat, comme point de transition nécessaire pour arriver à la *suppression des différences de classes en général*, à la suppression de tous les rapports de production sur lesquels elles reposent, à la suppression de toutes les relations sociales qui correspondent à ces rapports de production, au bouleversement de toutes les idées qui émanent de ces relations sociales.

K. Marx: «*Les luttes de classes en France (1848-1850)*» (Janvier-1er novembre 1850)

En détruisant les conditions existantes d'oppression par la remise de tous les moyens de travail au producteur, et en obligeant de cette manière chaque individu physiquement susceptible de le faire à travailler pour subvenir à son existence, nous supprimons l'unique base de la domination et de l'oppression de classe. Mais avant qu'un tel changement puisse être effectué, une dictature du prolétariat devient nécessaire, dont la première condition est une armée prolétarienne.

K. Marx: «*Discours prononcé à l'occasion du 7e anniversaire de l'Internationale*» (Septembre 1871)

La révolution communiste est la rupture la plus radicale avec le régime traditionnel de propriété; rien d'étonnant si, dans le cours de son développement, elle rompt de la façon la plus radicale avec les idées traditionnelles.

K. Marx & F. Engels: «*Manifeste du Parti communiste*» (Février 1848)

Quiconque reconnaît *uniquement* la lutte des classes n'est pas pour autant un marxiste; il peut se faire qu'il ne sorte pas encore du cadre de la pensée bourgeoise et de la politique bourgeoise. Limiter le marxisme à la doctrine de la lutte des classes, c'est le tronquer, le déformer, le réduire à ce qui est acceptable pour la bourgeoisie. Celui-là seul est un marxiste qui *étend* la reconnaissance de la lutte des classes jusqu'à la reconnaissance de la *dictature du prolétariat*. C'est ce qui distingue foncièrement le marxiste du vulgaire petit (et aussi du grand) bourgeois. C'est avec cette pierre de touche qu'il faut éprouver la compréhension et la reconnaissance *effectives* du marxisme.

V. Lénine: «*L'Etat et la révolution*»
(Août-septembre 1917)

La dictature du prolétariat, c'est la guerre la plus héroïque et la plus implacable de la nouvelle classe contre un ennemi *plus puissant*,

contre la bourgeoisie dont la résistance est *décuplée* du fait de son renversement (ne fût-ce que dans un seul pays) et dont la puissance ne réside pas seulement dans la force du capital international, dans la force et la solidité des liaisons internationales de la bourgeoisie, mais encore dans la *force de l'habitude*, dans la force de la *petite production*. Car, malheureusement, il reste encore au monde une très, très grande quantité de petite production: or, la petite production *engendre* le capitalisme et la bourgeoisie constamment, chaque jour, à chaque heure, d'une manière spontanée et dans de vastes proportions. Pour toutes ces raisons, la dictature du prolétariat est indispensable, et il est impossible de vaincre la bourgeoisie sans une guerre prolongée, opiniâtre, acharnée, sans une guerre à mort qui exige la maîtrise de soi, la discipline, la fermeté, une volonté une et inflexible.

V. Lénine: «*La maladie infantile du communisme (le «gauchisme»)*» (Avril-mai 1920)

... lors de toute transition du capitalisme au socialisme, la dictature est nécessaire pour deux raisons essentielles ou dans deux directions principales. D'abord, on ne peut vaincre et extirper le capitalisme sans réprimer impitoyablement la résistance des exploiteurs, qui ne peuvent être dépouillés d'emblée de leurs richesses, des avantages de leur organisation et de leur savoir, et qui, en conséquence, ne manqueront pas de multiplier, pendant une période assez longue, les tentatives en vue de renverser le pouvoir exécré des pauvres. Ensuite, même s'il n'y avait pas de guerre extérieure, toute grande révolution en général, et toute révolution socialiste en particulier, est impensable sans une guerre intérieure, c'est-à-dire sans une guerre civile, qui entraîne une ruine économique encore plus grande que la guerre extérieure, qui implique des milliers et des millions d'exemples d'hésitation et de passage d'un camp à l'autre, un état extrême d'incertitude, de déséquilibre et de chaos. Et il

est évident que tous les éléments de décomposition de la vieille société, fatalement très nombreux et liés pour la plupart à la petite bourgeoisie (car c'est elle que chaque guerre ou crise ruine et frappe avant tout), ne peuvent manquer de «se manifester» dans une révolution aussi profonde. Et ils *ne peuvent* «se manifester» autrement qu'en multipliant les crimes, les actes de banditisme, de corruption et de spéculation, les infamies de toute sorte. Pour en venir à bout, il faut du temps et *il faut une main de fer*.

L'histoire ne connaît pas une seule grande révolution où le peuple n'ait senti cela d'instinct et n'ait fait preuve d'une fermeté salutaire en fusillant sur place les voleurs. Le malheur des révolutions du passé était que l'enthousiasme révolutionnaire des masses, qui entretenait leur état de tension et leur donnait la force de châtier impitoyablement les éléments de décomposition, ne durait pas longtemps. La cause

sociale, c'est-à-dire la cause de classe de cette instabilité de l'enthousiasme révolutionnaire des masses, était la faiblesse du prolétariat, *seul* capable (s'il est suffisamment nombreux, conscient et discipliné) de se rallier la *majorité* des travailleurs et des exploités (la majorité des pauvres, pour employer un langage plus simple et plus populaire) et de garder le pouvoir assez longtemps pour écraser définitivement tous les exploiteurs et tous les éléments de décomposition.

C'est cette expérience historique de toutes les révolutions, c'est cette leçon économique et politique de l'histoire mondiale que Marx a résumée dans une formule brève, nette, précise et frappante: dictature du prolétariat.

V. Lénine: «*Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets*» (Mars-avril 1918)

La classe des exploiteurs, les propriétaires fonciers et les capitalistes, n'a pas disparu et

ne peut disparaître d'emblée sous la dictature du prolétariat. Les exploiteurs ont été battus, mais non anéantis. Il leur reste une base internationale, le capital international, dont ils sont une succursale. Il leur reste en partie certains moyens de production; il leur reste l'argent, il leur reste des relations très étendues dans la société. Leur force de résistance s'est accrue de cent et mille fois justement en raison de leur défaite. L'« art » de gouverner l'Etat, l'armée, l'économie leur donne un grand, un très grand avantage, de sorte que leur rôle est infiniment plus important que leur part dans l'ensemble de la population. La lutte de classe des exploiteurs déchus contre l'avant-garde victorieuse des exploités, c'est-à-dire contre le prolétariat, est devenue incomparablement plus acharnée. Et il ne saurait en être autrement si l'on parle de révolution, si l'on ne substitue pas à cette notion les illusions réformistes

(comme le font tous les héros de la IIe Internationale).

V. Lénine: «*L'économie et la politique à l'époque de la dictature du prolétariat*» (Octobre 1919)

En Russie, nous en sommes encore (plus de deux ans après le renversement de la bourgeoisie) à faire nos premiers pas dans la voie de la transition du capitalisme au socialisme, ou stade inférieur du communisme. Les classes subsistent, et elles subsisteront partout, pendant des *années après* la conquête du pouvoir par le prolétariat. Peut-être ce délai sera-t-il moindre en Angleterre où il n'y a pas de paysans (mais où il y a cependant des petits patrons!). Supprimer les classes, ce n'est pas seulement chasser les propriétaires fonciers et les capitalistes, — ce qui nous a été relativement facile, — c'est aussi *supprimer les petits producteurs de marchandises*; or, ceux-ci *on ne peut pas*

les chasser, on ne peut pas les écraser, *il faut faire bon ménage* avec eux. On peut (et on doit) les transformer, les rééduquer, — mais seulement par un travail d'organisation très long, très lent et très prudent. Ils entourent de tous côtés le prolétariat par les forces spontanées de la petite bourgeoisie, ils l'en pénètrent, ils l'en corrompent, ils suscitent constamment au sein du prolétariat des récidives de défauts propres à la petite bourgeoisie: manque de caractère, dispersion, individualisme, passage de l'enthousiasme à l'abattement. Pour y résister, pour permettre au prolétariat d'exercer comme il se doit, avec succès et victorieusement, son rôle *d'organisateur* (qui est son rôle *principal*), le parti politique du prolétariat doit faire régner dans son sein une centralisation et une discipline rigoureuses. La dictature du prolétariat est une lutte opiniâtre, sanglante et non sanglante, violente et pacifique, militaire et économique, pédagogique et administrative, contre les forces et les traditions de la vieille société. La force

de l'habitude chez les millions et les dizaines de millions d'hommes est la force la plus terrible. Sans un parti de fer, trempé dans la lutte, sans un parti jouissant de la confiance de tout ce qu'il y a d'honnête dans la classe en question, sans un parti sachant observer l'état d'esprit de la masse et influer sur lui, il est impossible de soutenir cette lutte avec succès. Il est mille fois plus facile de vaincre la grande bourgeoisie centralisée que de «vaincre» les millions et les millions de petits patrons; or ceux-ci, par leur activité quotidienne, coutumière, invisible, insaisissable, dissolvante, réalisent les *mêmes* résultats qui sont nécessaires à la bourgeoisie, qui *restaurent* la bourgeoisie. Celui qui affaiblit tant soit peu la discipline de fer dans le parti du prolétariat (surtout pendant sa dictature) aide en réalité la bourgeoisie contre le prolétariat.

V. Lénine: *«La maladie infantile du communisme (le «gauchisme»)»* (Avril-mai 1920)

Non, la classe ouvrière n'est pas séparée de la vieille société bourgeoise par une muraille de Chine. Et lorsque la révolution éclate, c'est bien différent de ce qui se passe lorsque quelqu'un meurt et qu'on emporte son corps. Quand l'ancienne société meurt, on ne peut pas clouer son cadavre dans un cercueil et l'enfermer dans un tombeau. Ce cadavre se décompose au milieu de nous, il pourrit et nous contamine nous-mêmes.

V. Lénine: «*Réunion commune du Comité exécutif central, du Soviet de Moscou des députés ouvriers, paysans et soldats rouges et des syndicats*» (Juin 1918)

Ce à quoi nous avons affaire ici, c'est à une société communiste non pas telle qu'elle s'est *développée* sur les bases qui lui sont propres, mais au contraire, telle qu'elle vient de *sortir* de la société capitaliste; une société, par conséquent, qui, sous tous les rapports, économique, moral, intellectuel, porte encore les

stigmates de l'ancienne société des flancs de laquelle elle est issue. Le producteur reçoit donc individuellement — les défalcations une fois faites — l'équivalent exact de ce qu'il a donné à la société. Ce qu'il lui a donné, c'est son quantum individuel de travail. Par exemple, la journée sociale de travail représente la somme des heures de travail individuel ; le temps de travail individuel de chaque producteur est la portion qu'il a fournie de la journée sociale de travail, la part qu'il y a prise. Il reçoit de la société un bon constatant qu'il a fourni tant de travail (défalcation faite du travail effectué pour les fonds collectifs) et, avec ce bon, il retire des stocks sociaux d'objets de consommation autant que coûte une quantité égale de son travail. Le même quantum de travail qu'il a fourni à la société sous une forme, il le reçoit d'elle, en retour, sous une autre forme.

C'est manifestement ici le même principe que celui qui règle l'échange des marchandises

pour autant qu'il est échange de valeurs égales. Le fond et la forme diffèrent, parce que, les conditions étant différentes, nul ne peut rien fournir d'autre que son travail et que, par ailleurs, rien ne peut entrer dans la propriété de l'individu que des objets de consommation individuelle. Mais pour ce qui est du partage de ces objets entre producteurs pris individuellement, le principe directeur est le même que pour l'échange de marchandises équivalentes: une même quantité de travail sous une forme s'échange contre une même quantité de travail sous une autre forme.

Le *droit égal* est donc toujours ici, dans son principe... le *droit bourgeois*, bien que principe et pratique n'y soient plus aux prises, tandis qu'aujourd'hui l'échange d'équivalents n'existe pour les marchandises qu'*en moyenne* et non dans le cas individuel.

En dépit de ce progrès, le *droit égal* reste toujours grevé d'une limite bourgeoise. Le

droit du producteur est *proportionnel* au travail qu'il a fourni; l'égalité consiste ici dans l'emploi du travail comme *unité de mesure commune.*

Mais un individu l'emporte physiquement ou moralement sur un autre, il fournit donc dans le même temps plus de travail ou peut travailler plus de temps; et pour que le travail puisse servir de mesure, il faut déterminer sa durée ou son intensité, sinon il cesserait d'être unité. Ce droit *égal* est un droit inégal pour un travail inégal. Il ne reconnaît aucune distinction de classe, parce que tout homme n'est qu'un travailleur comme un autre; mais il reconnaît tacitement l'inégalité des dons individuels et, par suite, de la capacité de rendement comme des privilèges naturels. *C'est donc, dans sa teneur, un droit fondé sur l'inégalité, comme tout droit.* Le droit par sa nature ne peut consister que dans l'emploi d'une même unité de mesure; mais les individus inégaux (et ce ne seraient pas des individus distincts,

s'ils n'étaient pas inégaux) ne sont mesurables d'après une unité commune qu'autant qu'on les considère d'un même point de vue, qu'on ne les saisit que sous un aspect *déterminé*; par exemple, dans le cas présent, qu'on ne les considère *que comme travailleurs* et rien de plus, et que l'on fait abstraction de tout le reste. D'autre part: un ouvrier est marié, l'autre non; l'un a plus d'enfants que l'autre, etc., etc. A égalité de travail et, par conséquent, à égalité de participation au fonds social de consommation, l'un reçoit donc effectivement plus que l'autre, l'un est plus riche que l'autre, etc. Pour éviter tous ces inconvénients, le droit devrait être non pas égal, mais inégal. . . .

. . Mais ces défauts sont inévitables dans la première phase de la société communiste, telle qu'elle vient de sortir de la société capitaliste, après un long et douloureux enfantement. Le droit ne peut jamais être plus élevé que l'état

économique de la société et que le degré de civilisation qui y correspond.

K. Marx: «*Critique du programme de Gotha*» (Avril-début mai 1875)

... dans la première phase de la société communiste (que l'on appelle ordinairement socialisme), le «droit bourgeois» est aboli *non pas* complètement, mais seulement en partie, seulement dans la mesure où la révolution économique a été faite, c'est-à-dire seulement en ce qui concerne les moyens de production. Le «droit bourgeois» en reconnaît la propriété privée aux individus. Le socialisme en fait une propriété *commune*. C'est *dans cette mesure*, mais dans cette mesure seulement, que le «droit bourgeois» se trouve aboli.

Il subsiste cependant dans son autre partie, en qualité de régulateur de la répartition des produits et de la répartition du travail entre

les membres de la société. «Qui ne travaille pas ne doit pas manger»: ce principe socialiste est *déjà* réalisé; «à quantité égale de travail, quantité égale de produits»: cet autre principe socialiste est *déjà* réalisé, lui aussi. Pourtant, ce n'est pas encore le communisme et cela n'élimine pas encore le «droit bourgeois» qui, à des hommes inégaux et pour une quantité inégale (inégale en fait) de travail, attribue une quantité égale de produits.

V. Lénine: *«L'Etat et la révolution»*
(Août-septembre 1917)

Marx tient rigoureusement compte non seulement de l'inévitable inégalité des hommes entre eux, mais aussi du fait que la transformation des moyens de production en propriété commune de la société entière (le «socialisme» au sens habituel du mot) *ne supprime pas à* elle seule les défauts de la répartition et l'inégalité du «droit bourgeois», qui *continue de*

régner, puisque les produits sont répartis «selon le travail».

V. Lénine: «*L'Etat et la révolution*» (Août-septembre 1917)

Certes, le droit bourgeois, en ce qui concerne la répartition des objets de *consommation*, suppose nécessairement un *Etat bourgeois*, car le droit n'est rien sans un appareil capable de *contraindre* à l'observation de ses normes.

Il s'ensuit qu'en régime communiste subsistent pendant un certain temps non seulement le droit bourgeois, mais aussi l'Etat bourgeois — sans bourgeoisie!

V. Lénine: «*L'Etat et la révolution*» (Août-septembre 1917)

M. Dühring met sans doute chacun en mesure d'avoir «une consommation quantitative-

ment égale», mais il ne peut y obliger personne. Au contraire, il est fier de dire que dans son univers, chacun peut faire ce qu'il veut de son argent. Il ne peut donc pas empêcher que les uns se mettent de côté un petit trésor en argent, tandis que les autres ne s'en tirent pas avec le salaire qu'on leur paye. Il rend même cela inévitable en reconnaissant expressément la propriété commune de la famille dans le droit successoral, d'où résulte, par conséquent, l'obligation pour les parents d'entretenir les enfants. Mais voilà qui fait une brèche puissante à la consommation quantitativement égale. Le célibataire vit magnifiquement et dans le bonheur avec ses huit ou douze marks quotidiens, tandis que le veuf avec huit enfants mineurs s'en tire misérablement. Mais d'autre part, en acceptant sans plus l'argent en paiement, la commune laisse ouverte la possibilité que cet argent ait été acquis autrement que par le travail personnel. *Non olet*, «l'argent n'a pas d'odeur». Elle ne sait pas d'où il vient. Mais ainsi sont

données toutes les conditions pour que la monnaie-métal qui, jusqu'à présent, n'a joué que le rôle d'un jeton de travail, prenne une fonction monétaire réelle. Voici donc l'occasion et le motif, d'une part, de thésauriser, d'autre part, de s'endetter. Le nécessiteux emprunte à celui qui thésaurise. L'argent emprunté, accepté en paiement de moyens de subsistance par la commune, redevient donc ce qu'il est dans la société actuelle: incarnation sociale du travail humain, étalon réel du travail, moyen de circulation universel. Toutes les «lois et normes administratives» du monde sont aussi impuissantes là-contre que contre la table de multiplication ou la composition chimique de l'eau. Et comme celui qui thésaurise est en mesure de réclamer au nécessiteux des intérêts, voilà, en même temps que la fonction monnaie de l'argent-métal, l'usurier rétabli lui aussi.

F. Engels: «*Anti-Dühring*» (Septembre 1876-juin 1878)

Une fois que la société produisant les marchandises a développé jusqu'à la forme monnaie la forme valeur inhérente aux marchandises comme telles, on voit surgir au jour plusieurs des germes dissimulés encore dans la valeur. Le premier effet et le plus essentiel est la généralisation de la forme marchande. L'argent impose la forme marchande même aux objets produits jusqu'alors pour la consommation directe du producteur, il les entraîne dans l'échange. Par là, la forme marchande et l'argent pénètrent dans l'économie intérieure des communautés directement socialisées en vue de la production, ils rompent un lien de la collectivité après l'autre et résolvent la communauté en une foule de producteurs privés.

F. Engels: «*Anti-Dühring*» (Septembre 1876-juin 1878)

Qu'est-ce donc que la liberté des échanges? C'est la liberté du commerce; or la liberté du

commerce, c'est le retour au capitalisme. La liberté des échanges et la liberté du commerce, c'est l'échange de marchandises entre des petits patrons. Nous tous qui avons étudié ne serait-ce que l'a b c du marxisme, nous savons que cet échange et cette liberté du commerce entraînent inéluctablement la division des producteurs de marchandises en possesseurs de capital et en possesseurs de main-d'œuvre, la division en capitalistes et en ouvriers salariés, c'est-à-dire la résurrection de l'esclavage salarié capitaliste qui ne tombe pas des nues, mais naît dans le monde entier de l'économie agricole marchande. Cela, nous le savons très bien en théorie, et tous ceux qui en Russie ont observé de près la vie et les conditions économiques du petit agriculteur ne peuvent manquer de le constater.

V. Lénine: « *X^e Congrès du P.C.(b)R.* »
(Mars 1921)

La bourgeoisie naît de la production marchande; dans les conditions de la production marchande, le paysan qui dispose de centaines de pouds de blé en excédent, dont il n'a pas besoin pour nourrir les siens et qu'il ne livre pas à crédit à l'Etat ouvrier pour secourir l'ouvrier affamé, mais en fait trafic, comment appeler cela? N'est-ce pas la bourgeoisie? N'est-ce pas ici qu'elle naît?

V. Lénine: «*VII*e *Congrès des Soviets de Russie*» (Décembre 1919)

Oui, en renversant les propriétaires fonciers et la bourgeoisie, nous avons déblayé la voie au socialisme, mais nous n'en avons pas bâti l'édifice. Et, sur le terrain où une génération a fait place nette, on voit constamment paraître dans l'histoire des générations nouvelles, pourvu que la terre enfante, et elle enfante des bourgeois à profusion. Et ceux qui considèrent la victoire sur les capitalistes du point de

vue des petits propriétaires: «ils ont empoché, maintenant c'est notre tour!» donnent naissance à une nouvelle génération de bourgeois.

V. Lénine: «*Séance du Comité exécutif central de Russie*» (Avril 1918)

... le camarade Rykov, qui connaît très bien les faits dans le domaine de l'économie, nous a parlé de la nouvelle bourgeoisie qui existe chez nous. C'est la vérité. Elle ne naît pas seulement parmi nos fonctionnaires soviétiques (bien qu'elle puisse y apparaître aussi, dans des proportions infimes), elle naît dans les milieux paysans et artisanaux, libérés du joug des banques capitalistes et actuellement coupés des transports ferroviaires. C'est un fait. De quelle façon voulez-vous donc l'éluder? Ainsi, vous ne faites qu'entretenir vos illusions, ou bien introduire une brochure mal étudiée dans une réalité qui est beaucoup plus complexe. Elle nous montre que, même en Russie, l'écono-

mie marchande capitaliste vit, agit, se développe et engendre une bourgeoisie, comme dans n'importe quelle société capitaliste.

V. Lénine: «*VIII^e Congrès du P.C.(b)R.*» (Mars 1919)

Parmi les ingénieurs soviétiques, parmi les instituteurs soviétiques, parmi les *ouvriers* privilégiés, c'est-à-dire les plus qualifiés, et placés dans les meilleures conditions dans les usines soviétiques, nous voyons continuellement renaître *tous*, absolument tous les traits négatifs propres au parlementarisme bourgeois; et ce n'est que par une lutte répétée, inlassable, longue et opiniâtre de l'esprit d'organisation et de discipline du prolétariat que nous triomphons — peu à peu — de ce mal.

V. Lénine: «*La maladie infantile du communisme (le «gauchisme»)*» (Avril-mai 1920)

L'ouvrier n'a jamais été séparé de l'ancienne société par une muraille de Chine. Et il a conservé une bonne part de la psychologie traditionnelle de la société capitaliste. Les ouvriers construisent une société nouvelle, sans s'être transformés en hommes nouveaux, débarrassés de la boue du monde ancien; ils sont encore jusqu'aux genoux plongés là-dedans. Le nettoyage de cette boue ne peut être encore qu'un rêve. Ce serait l'utopie la plus fallacieuse de penser qu'on peut le faire sur-le-champ. Ce serait une utopie qui ne ferait que renvoyer le règne du socialisme aux calendes grecques.

Non, ce n'est pas ainsi que nous entreprenons l'édification du socialisme. Nous sommes sur le terrain de la société capitaliste, en luttant contre toutes les faiblesses, tous les défauts qui existent chez les travailleurs également et qui tirent le prolétariat par en bas.

V. Lénine: «*Rapport au IIe Congrès des Syndicats de Russie*» (Janvier 1919)

Il existe une tendance petite-bourgeoise qui vise à transformer les membres des Soviets en «parlementaires» ou, d'autre part, en bureaucrates. Il faut combattre cette tendance en faisant participer pratiquement *tous* les membres des Soviets à la direction des affaires. En maints endroits, les sections des Soviets se transforment en organismes qui fusionnent peu à peu avec les commissariats. Notre but est de faire participer pratiquement *tous les pauvres sans exception* au gouvernement du pays; et toutes les mesures prises dans ce sens — plus elles seront variées, mieux cela vaudra — doivent être soigneusement enregistrées, étudiées, systématisées, mises à l'épreuve d'une expérience plus vaste, et recevoir force de loi. Notre but est de faire remplir *gratuitement* les fonctions d'Etat par *tous* les travailleurs, une fois qu'ils ont terminé leurs huit heures de «tâches» dans la production: il est particulièrement difficile

d'y arriver, mais là seulement est la garantie de la consolidation définitive du socialisme.

V. Lénine: «*Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets*» (Mars-avril 1918)

Nous n'avons nul besoin de membres du Parti pour la frime. Le seul parti gouvernemental au monde qui se préoccupe non pas d'augmenter le nombre de ses adhérents, mais d'élever leurs qualités, d'épurer le parti des «infiltrations», c'est notre parti, le parti de la classe ouvrière révolutionnaire. Nous avons procédé plus d'une fois à des enregistrements pour chasser du Parti les «éléments frauduleusement accointés», pour ne laisser au Parti que les gens conscients et sincèrement dévoués au communisme. Nous avons utilisé les mobilisations au front et les samedis communistes afin de débarrasser le Parti de ceux qui ne veulent que «profiter» des avantages que confère la situation de membre du parti gouverne-

mental, qui ne veulent pas se donner la peine de travailler avec abnégation pour le communisme.

V. Lénine: *«L'Etat ouvrier et la semaine du Parti»* (Octobre 1919)

L'opportunisme, voilà notre ennemi principal. L'opportunisme des couches supérieures du mouvement ouvrier, c'est un socialisme non prolétarien, mais bourgeois. La preuve est faite que les militants du mouvement ouvrier qui appartiennent à la tendance opportuniste sont de meilleurs défenseurs de la bourgeoisie que les bourgeois eux-mêmes.

V. Lénine: *«II^e Congrès de l'Internationale communiste»* (Juillet-août 1920)

La bourgeoisie est vaincue chez nous, mais elle n'est pas encore entièrement extirpée, anéan-

tie ni même tout à fait brisée. Aussi, une forme nouvelle, supérieure, de lutte contre la bourgeoisie s'inscrit à l'ordre du jour: il s'agit de passer de la tâche la plus simple, qui est de poursuivre l'expropriation des capitalistes, à une tâche beaucoup plus complexe et plus ardue: créer des conditions dans lesquelles la bourgeoisie ne puisse ni exister, ni se reformer à nouveau. Il est évident que cette tâche est d'un ordre infiniment supérieur et qu'aussi longtemps qu'elle n'est pas accomplie, il n'y a pas de socialisme.

V. Lénine: «*Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets*» (Mars-avril 1918)

Il est clair que pour supprimer entièrement les classes, il faut non seulement renverser les exploiteurs, les propriétaires fonciers et les capitalistes, non seulement abolir *leur* propriété; il faut encore abolir *toute* propriété privée des moyens de production; il faut effacer aussi bien la différence entre la ville et la campagne que

celle entre les travailleurs manuels et intellectuels. C'est une œuvre de longue haleine.

V. Lénine: «*La grande initiative*» (Juin 1919)

Les éléments «communistes» ne commencent que lorsque apparaissent les samedis communistes, c'est-à-dire le travail de certaines personnes au profit de la société à une large échelle, travail sans rémunération et dont les normes n'ont été instituées par aucun pouvoir, ni aucun Etat. Ce n'est pas l'aide au voisin qui a toujours existé à la campagne, mais un travail exécuté pour les besoins de la nation tout entière, organisé à une large échelle et sans rémunération. Il serait donc plus juste d'appliquer le mot de «communiste» non seulement au nom du Parti, mais exclusivement aussi aux phénomènes économiques de notre vie qui réalisent véritablement le communisme. Si dans le régime actuel de la Russie il y a quelque chose de

communiste, ce ne sont que les samedis communistes, le reste n'étant que la lutte contre le capitalisme pour consolider le socialisme, d'où devra naître après sa victoire totale ce communisme que nous observons dans les samedis communistes, non pas tiré des livres, mais dans la réalité vivante.

V. Lénine: «*Rapport sur les samedis communistes*» (Décembre 1919)

La révolution que nous avons commencée, que nous réalisons depuis deux ans déjà et que nous sommes fermement décidés à mener jusqu'au bout (a p p l a u d i s s e m e n t s), cette révolution n'est possible et réalisable qu'à la condition que nous réussissions à faire passer le pouvoir aux mains d'une nouvelle classe, qu'à la place de la bourgeoisie, des esclavagistes capitalistes, des intellectuels bourgeois, des représentants de tous les possédants, de tous les propriétaires, de haut en bas, apparaisse une

nouvelle classe, dans tous les domaines de la gestion de l'Etat, dans toute l'édification de l'Etat, dans toute la direction de la vie nouvelle.

V. Lénine: «*Rapport au II^e Congrès des Syndicats de Russie*» (Janvier 1919)

Dans une phase supérieure de la société communiste, quand auront disparu l'asservissante subordination des individus à la division du travail et, avec elle, l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel; quand le travail ne sera pas seulement un moyen de vivre, mais deviendra lui-même le premier besoin vital; quand, avec le développement multiple des individus, les forces productives se seront accrues elles aussi et que toutes les sources de la richesse collective jailliront avec abondance, alors seulement l'horizon borné du droit bourgeois pourra être définitivement dépassé et la société pourra écrire sur ses drapeaux: «De

chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins!»

K. Marx: «*Critique du programme de Gotha*» (Avril-début mai 1875)

Les communistes ne s'abaissent pas à dissimuler leurs opinions et leurs projets. Ils proclament ouvertement que leurs buts ne peuvent être atteints que par le renversement violent de tout l'ordre social passé. Que les classes dirigeantes tremblent à l'idée d'une révolution communiste! Les prolétaires n'y ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à y gagner.

K. Marx & F. Engels: «*Manifeste du Parti communiste*» (Février 1848)

J'espère aussi que pour compléter les causeries et les cours, vous consacrerez un certain

temps à lire au moins quelques-uns des principaux ouvrages de Marx et d'Engels. Je suis certain que dans la liste des livres recommandés et dans les manuels mis par votre bibliothèque à la disposition des étudiants de l'école d'administration et du Parti, — je suis certain que vous trouverez ces principaux ouvrages; bien que, là encore, les difficultés de comprendre l'exposé puissent au premier abord rebuter certains, je dois une fois de plus vous prévenir qu'il ne faut pas que cela vous trouble, que ce qui n'est pas clair après une première lecture le deviendra à la seconde lecture, ou lorsque vous aborderez la question d'un autre côté; je le répète, cette question est si compliquée et si embrouillée par les savants et les écrivains bourgeois que quiconque veut y réfléchir sérieusement et se l'assimiler par lui-même doit l'aborder à plusieurs reprises, y revenir encore et encore, la considérer sous ses différents aspects pour en acquérir une intelligence nette et sûre. Il vous sera d'autant plus facile d'y revenir que c'est une question

à ce point essentielle, à ce point capitale de toute la politique que vous vous y heurtez toujours, quotidiennement dans tout journal, à propos de tout problème économique ou politique, non seulement à une époque orageuse et révolutionnaire comme la nôtre mais aussi aux époques les plus calmes: qu'est-ce que l'Etat, quelle est sa nature, quel est son rôle, quelle est l'attitude de notre parti, du parti qui lutte pour renverser le capitalisme, du Parti communiste, à l'égard de l'Etat.

V. Lénine: «*De l'Etat*» (Juillet 1919)